

2° soit, le maintien de la suspension.

§ 4. Le Comité de l'assurance prend une décision motivée concernant la demande de levée de la suspension et détermine la date de celle-ci.

Le secrétariat en informe le(s) distributeur(s). ».

Art. 67. L'annexe 3 du même arrêté, relative au modèle de formulaires de demande, est abrogée.

Art. 68. Toutes les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent la procédure telle qu'entamée.

Art. 69. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 70. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 17 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration,
M. DE BLOCK

2. Hetzij, behoud van de schorsing.

§ 4. Het Verzekeringscomité neemt een gemotiveerde beslissing met betrekking tot het verzoek tot opheffing van de schorsing en bepaalt de datum hiervan.

Het secretariaat brengt de verdeler(s) hiervan op de hoogte.”.

Art. 67. Bijlage 3 van hetzelfde besluit, betreffende het model van aanvraagformulier, wordt opgeheven.

Art. 68. Alle aanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit volgen de procedure die op het moment van hun aanvraag van toepassing was.

Art. 69. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 70. De minister die Sociale zaken onder haar bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te, Brussel 17 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
en van Asiel en Migratie,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2019/202638]

22 MAI 2019. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif aux allocations accordées dans le cadre de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'article 27bis, inséré par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996 et par la loi du 13 juillet 2006, l'article 27ter, inséré par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987 et modifié par les lois des 22 février 1998, 13 juillet 2006 et 29 mars 2012 et l'article 58bis, § 1^{er}, 2^o, inséré par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif aux allocations accordées dans le cadre de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

Vu l'avis du comité de gestion des accidents du travail de Fedris, donné le 8 avril 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 avril 2019;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 12 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif aux allocations accordées dans le cadre de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 2005 et modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 2006, 7 mai 2007, 17 février 2009, 21 septembre 2012, 19 juillet 2013, 30 novembre 2015 et 30 août 2017, est complété par cinq alinéas, rédigés comme suit :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202638]

22 MEI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende de bijslagen verleend in het kader van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikel 27bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996 en bij de wet van 13 juli 2006, artikel 27ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1998, 13 juli 2006 en 29 maart 2012 en artikel 58bis, § 1, 2^o, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende de bijslagen verleend in het kader van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

Gelet op het advies van het beheerscomité voor de arbeidsongevallen van Fedris, gegeven op 8 april 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d.5 april 2019;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 12 april 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende de bijslagen verleend in het kader van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 september 2005 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 2006, 7 mei 2007, 17 februari 2009, 21 september 2012, 19 juli 2013, 30 november 2015 en 30 augustus 2017 wordt aangevuld met vijf leden, luidende:

“ A partir du 1^{er} août 2019, il est accordé par Fedris aux victimes et ayants droits visés à l'article 27bis, alinéa 1^{er} et 45quater, alinéas 1^{er} et 2, de la loi, une allocation de réévaluation lorsque l'accident est survenu avant 2010. Cette allocation est égale à 0,7 % du montant de l'allocation annuelle ou de la rente réellement versée, éventuellement indexées conformément à l'article 27bis de la loi.

A partir du 1^{er} janvier 2020, il est accordé par Fedris aux victimes et ayants droits visés à l'article 27bis, alinéa 1^{er} et 45quater, alinéas 1^{er} et 2, de la loi, une allocation de réévaluation lorsque l'accident est survenu avant 2010. Cette allocation est égale à 0,0993 % du montant de l'allocation annuelle ou de la rente réellement versée, éventuellement indexées conformément à l'article 27bis de la loi.

A partir du 1^{er} septembre 2019, il est accordé par Fedris aux victimes et ayants droits visés à l'article 27bis, alinéa 1^{er} et 45quater, alinéas 1^{er} et 2, de la loi, une allocation de réévaluation lorsque l'accident est survenu au cours de l'année 2013. Cette allocation est égale à 2 % du montant de l'allocation annuelle ou de la rente réellement versée, éventuellement indexées conformément à l'article 27bis de la loi.

A partir du 1^{er} septembre 2019, il est accordé par Fedris aux victimes et ayants droits visés à l'article 27bis, alinéa 1^{er} et 45quater, alinéas 1^{er} et 2, de la loi, une allocation de réévaluation lorsque l'accident est survenu au cours de l'année 2014. Cette allocation est égale à 2 % du montant de l'allocation annuelle ou de la rente réellement versée, éventuellement indexées conformément à l'article 27bis de la loi.

A partir du 1^{er} janvier 2020, il est accordé par Fedris aux victimes et ayants droits visés à l'article 27bis, alinéa 1^{er} et 45quater, alinéas 1^{er} et 2, de la loi, une allocation de réévaluation lorsque l'accident est survenu au cours de l'année 2015. Cette allocation est égale à 2 % du montant de l'allocation annuelle ou de la rente réellement versée, éventuellement indexées conformément à l'article 27bis de la loi. ”.

Art. 2. L'article 5, § 2, alinéa 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 23 septembre 2005, 15 septembre 2006, 17 février 2009, 21 septembre 2012, 19 juillet 2013, 30 novembre 2015 et 30 août 2017 est complété par la phrase suivante :

“ ce coefficient est fixé à 1,024112 pour les allocations dues à partir du 1^{er} juillet 2019. ”.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2019/202640]

22 MAI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'article 43, alinéa 2, inséré par la loi du 23 avril 2015 et modifié par la loi du 10 août 2015, et alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

Vu l'avis du Comité de gestion des accidents du travail de Fedris du 8 avril 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 avril 2019;

“Aan de getroffen en rechthebbenden, bedoeld in artikel 27bis, eerste lid en 45quater, eerste en tweede lid, van de wet, wordt door Fedris, vanaf 1 augustus 2019 een herwaarderingsbijslag toegekend, wanneer het ongeval zich voordeed vóór 2010. Deze bijslag is gelijk aan 0,7 % van het bedrag van de eventueel overeenkomstig artikel 27bis van de wet geïndexeerde jaarlijkse vergoeding of werkelijk uitbetaalde rente.

Aan de getroffen en rechthebbenden, bedoeld in artikel 27bis, eerste lid en 45quater, eerste en tweede lid, van de wet, wordt door Fedris, vanaf 1 januari 2020 een herwaarderingsbijslag toegekend, wanneer het ongeval zich voordeed vóór 2010. Deze bijslag is gelijk aan 0,0993 % van het bedrag van de eventueel overeenkomstig artikel 27bis van de wet geïndexeerde jaarlijkse vergoeding of werkelijk uitbetaalde rente.

Aan de getroffen en rechthebbenden, bedoeld in artikel 27bis, eerste lid en 45quater, eerste en tweede lid, van de wet, wordt door Fedris, vanaf 1 september 2019 een herwaarderingsbijslag toegekend, wanneer het ongeval zich voordeed in 2013. Deze bijslag is gelijk aan 2 % van het bedrag van de eventueel overeenkomstig artikel 27bis van de wet geïndexeerde jaarlijkse vergoeding of werkelijk uitbetaalde rente.

Aan de getroffen en rechthebbenden, bedoeld in artikel 27bis, eerste lid, en 45quater, eerste en tweede lid, van de wet, wordt door Fedris, vanaf 1 september 2019 een herwaarderingsbijslag toegekend, wanneer het ongeval zich voordeed in 2014. Deze bijslag is gelijk aan 2 % van het bedrag van de eventueel overeenkomstig artikel 27bis van de wet geïndexeerde jaarlijkse vergoeding of werkelijk uitbetaalde rente.

Aan de getroffen en rechthebbenden, bedoeld in artikel 27bis, eerste lid, en 45quater, eerste en tweede lid, van de wet, wordt door Fedris, vanaf 1 januari 2020 een herwaarderingsbijslag toegekend, wanneer het ongeval zich voordeed in 2015. Deze bijslag is gelijk aan 2 % van het bedrag van de eventueel overeenkomstig artikel 27bis van de wet geïndexeerde jaarlijkse vergoeding of werkelijk uitbetaalde rente.”.

Art. 2. Artikel 5, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 september 2005, 15 september 2006, 17 februari 2009, 21 september 2012, 19 juli 2013, 30 november 2015 en 30 augustus 2017 wordt aangevuld met de volgende zin:

“deze coëfficiënt wordt vastgesteld op 1,024112 voor de bijslagen verschuldigd vanaf 1 juli 2019.”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202640]

22 MEI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikel 43, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 23 april 2015 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, en derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

Gelet op het advies van het Beheerscomité voor de arbeidsongevallen van Fedris van 8 april 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 5 april 2019;